

SITUATION FINANCIERE DU SIAEP DE LA HAUTE VALLEE DE LA CREUSE

L'analyse financière rétrospective, réalisée en octobre 2014, par le trésorier du Centre des Finances Publiques de Felletin, concerne la période de gestion des exercices 2010 à 2013. Les données (exprimées en Euros) utilisées sont issues des comptes de gestion. L'analyse porte sur le budget principal du syndicat.

Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable (SIAEP) de la Haute Vallée de la Creuse alimente en eau potable les communes de Felletin, Croze et Clairavaux. Le réseau est alimenté par plusieurs sources captées à faible profondeur sur les communes de Gioux, Clairavaux, Féniers et Saint-Quentin-la-Chabanne. Sur le territoire de Felletin, le stockage de l'eau est assuré par 4 réservoirs d'une capacité totale de 1900 m³. L'eau captée étant de bonne qualité, aucun traitement n'est effectué.

PRINCIPAUX CONSTATS

La situation financière du syndicat s'est détériorée sur la période étudiée en raison d'une baisse des produits réels de fonctionnement (-16,3%) et d'une hausse des charges réelles de fonctionnement (+19,1%). Ainsi, la capacité d'autofinancement (CAF) brute enregistre une baisse significative de 75,3%.

Depuis 2012, la CAF brute ne permet plus de couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt. Il en résulte une CAF nette négative (-4.168 € en 2012 et -14.984 € en 2013).

Enfin, l'augmentation à venir des annuités d'emprunt ne laisse que très peu de marges de manœuvre en terme d'investissement. La CAF et les réserves pourraient se révéler insuffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt.

Un effort important sur les dépenses de fonctionnement (comme par exemple une baisse de la participation versée à la commune de Felletin) et une augmentation des produits de fonctionnement (une hausse du prix de l'abonnement est à l'étude) pourrait permettre de dégager de nouvelles marges de manœuvre.

Enfin, la réduction de l'encours de la dette implique de contenir et de maîtriser le bouclage financier des nouvelles dépenses d'investissement.

Tableau de synthèse

<i>en euros</i>	2012	2013	2012/2013
Résultat comptable	4 616	4 865	5,4%
Produits de fonctionnement (1)	192 322	200 753	4,40%
Charges de fonctionnement (1)	172 115	178 457	3,70%
<i>dt charges de personnel</i>	624	202	-67,60%
<i>dont charges financières</i>	9 591	24 477	155,20%
Capacité d'autofinancement brute	20 207	22 296	10,30%
Dépenses d'équipement	188 830	122 773	-35,00%
Remboursement de dettes*	24 375	37 280	52,90%
Emprunts*	375 000		-100,00%

(1) Produits et charges réels (hors cessions, amortissements)

*hors refinancement

LES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT

Les produits réels de fonctionnement ont enregistré une baisse globale de 16,3% sur la période examinée passant de 240.001 € en 2010 à 200.753 € en 2013.

Ils ont diminué de 19,9% entre 2010 et 2012 puis ont progressé de 4,4% au cours du dernier exercice clos.

Les produits issus de la vente de l'eau représentent la quasi totalité des produits réels de fonctionnement (95,6% pour 2010 et 99,7% pour 2013).

Ces produits ont diminué de 12,8% entre 2010 et 2013 passant de 229.471 € à 200.126 €

Il semblerait que les abonnées aient réduits significativement leur consommation d'eau car leur nombre sur la période étudiée reste approximativement identique alors que les tarifs ont augmenté, selon le barème suivant :

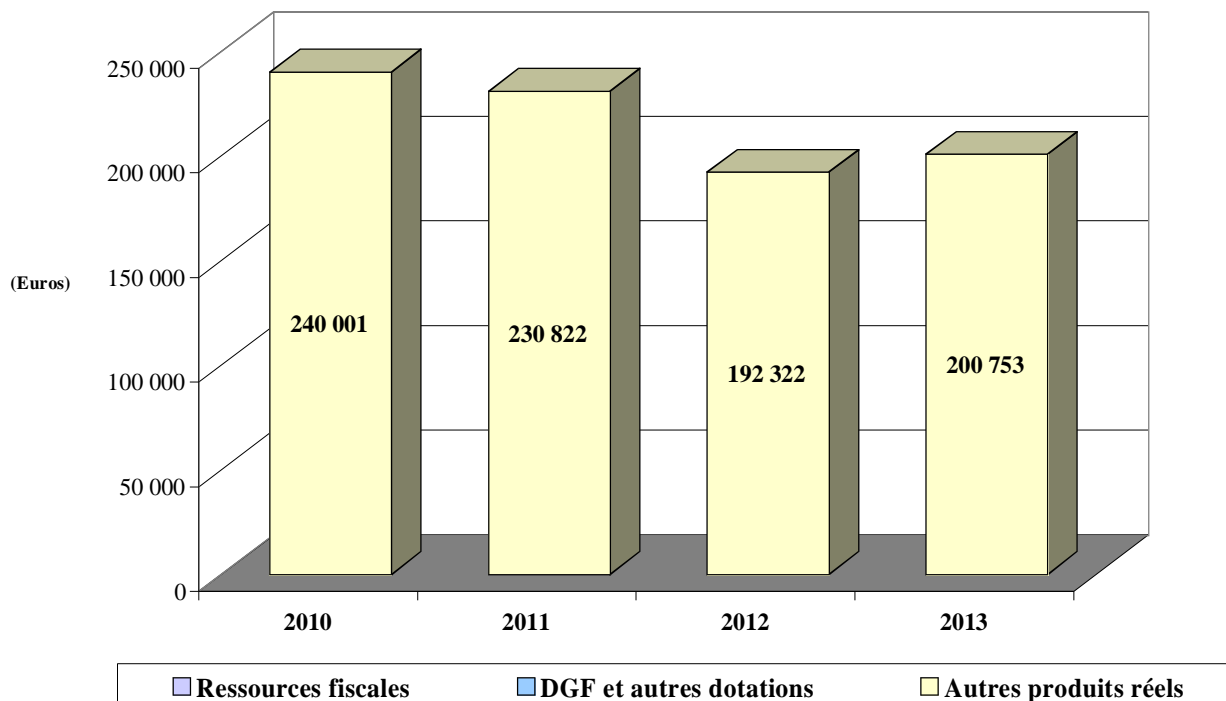
- + 7 % pour une consommation annuelle comprise entre 0-80 m³ ;
- +10 % pour une consommation annuelle comprise entre 81-500 m³ ;
- +15 % pour une consommations supérieures à 501 m³.

Les produits des autres prestations de services sont passés de 10.529 € en 2010 à 548 € en 2013, soit une baisse de 94,8%. Ces produits sont essentiellement issus des facturations effectuées auprès des usagers du service de l'eau dans le cadre de création, remplacement ou encore installation de compteurs.

En 2013, très peu de nouveaux compteurs ont été posés. Les hivers précédents, de nombreux compteurs avaient été remplacés suite au gel du aux températures relativement basses.

Ces produits ne représentent qu'une faible partie des produits réels de fonctionnement (0,3% en 2013 contre 4,4% en 2010).

Évolution des produits



LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

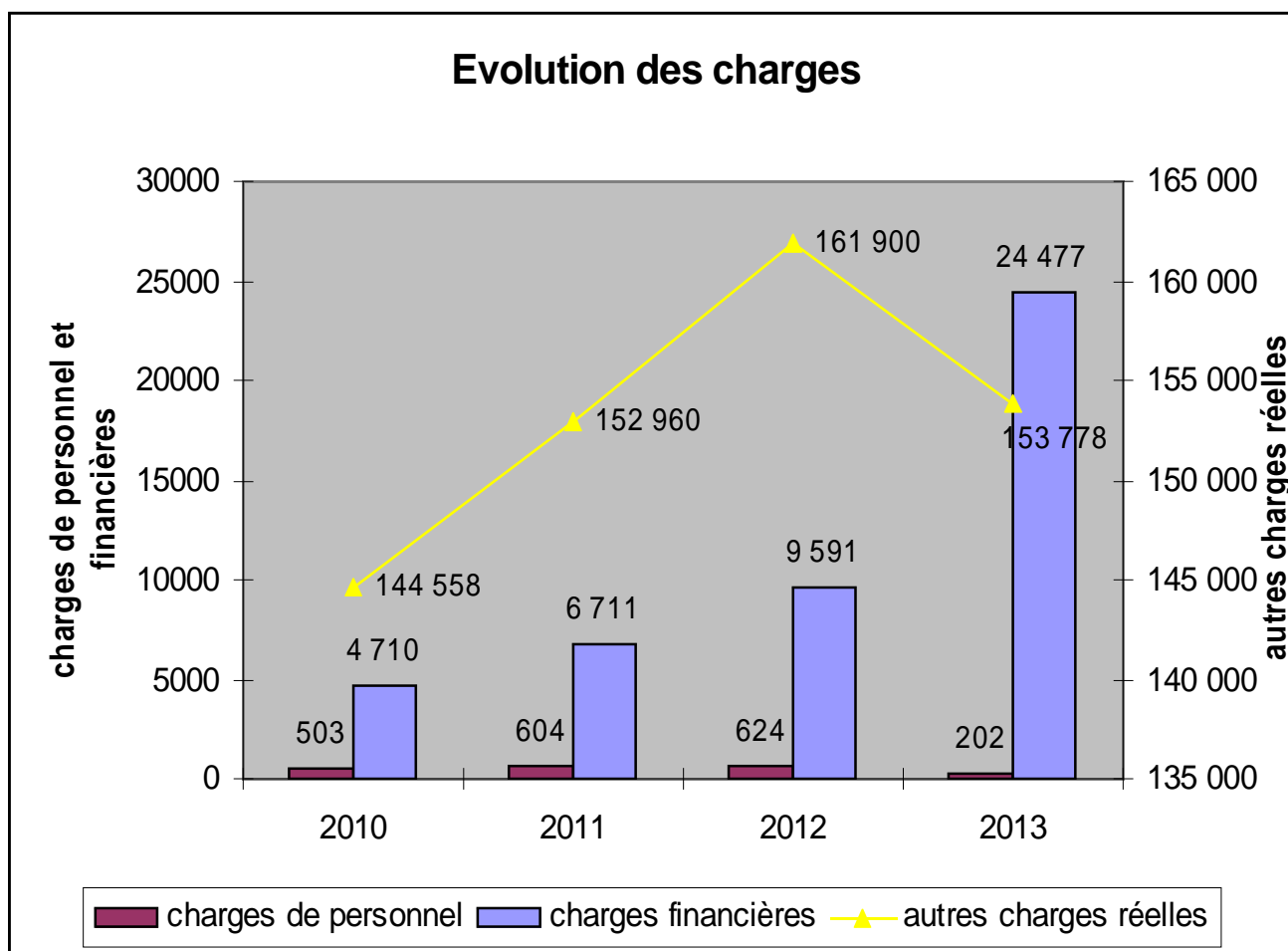
Les charges réelles de fonctionnement ont progressé de 19,1% sur la période 2010/2013 passant de 149.771 € en 2010 à 178.457 € en 2013.

Les autres charges réelles représentent l'essentiel des charges réelles de fonctionnement même si leur part a tendance à régresser (86,1% en 2013 contre 96,5% en 2010).

Parmi ces charges, la participation versée à la commune de Felletin pour la mise à disposition du personnel municipal représente le 1^{er} poste de dépense du syndicat. Cette participation a augmenté de 4,2% sur la période étudiée passant de 96.000 € à 100.000 €

Les autres charges (achats de matières et fournitures, services extérieurs et impôts, taxes et versements assimilés) ont augmenté de 10,7 % passant de 48.558 € en 2010 à 53.778 € en 2013.

En ce qui concerne les charges financières, suite à la souscription de nouveaux emprunts au cours de la période étudiée, elles ont enregistré une forte hausse passant de 4.710€ en 2010 à 24.477 € en 2013 (soit une multiplication par plus de 5).



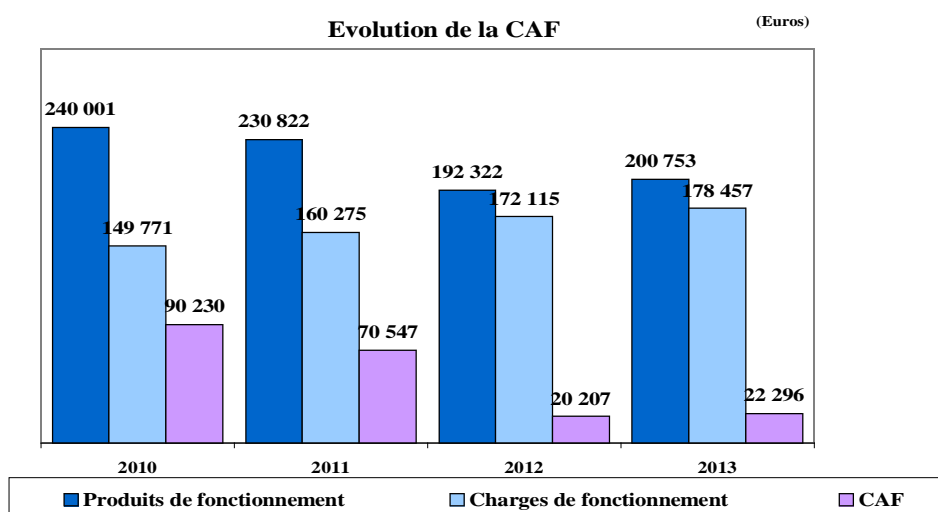
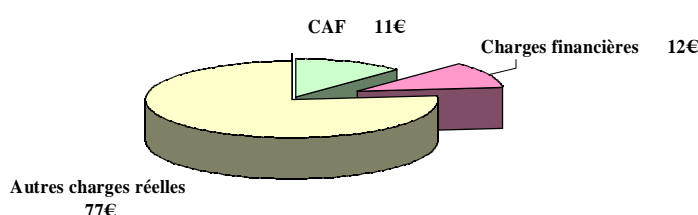
LA CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT EN BAISSÉ

La Capacité d'autofinancement (CAF) représente l'excédent résultant du fonctionnement utilisable pour financer les opérations d'investissement (remboursements de dettes, dépenses d'équipement...). Elle est calculée par différence entre les produits réels de fonctionnement (hors produits de cession d'immobilisation) et les charges réelles.

La CAF brute a enregistré une baisse de 75,3% sur la période examinée, passant de 90.230 € en 2010 à 22.296 € en 2013. Cette baisse résulte d'une baisse des produits réels de fonctionnement et d'une hausse des charges réelles de fonctionnement.

Depuis 2012, la CAF brute ne permet plus de couvrir le remboursement en capital des emprunts. En 2013, la CAF nette s'établit à -14.984 € (contre 77.771 € en 2010).

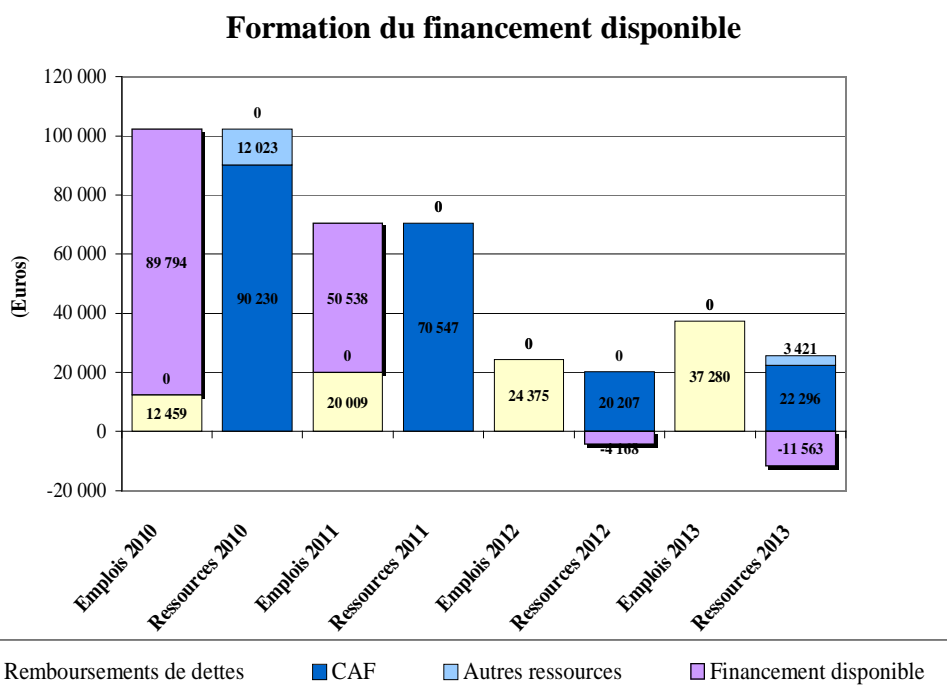
En 2013, avec 100 euros, la collectivité a constitué 11€ d'autofinancement et dépensé



L'INVESTISSEMENT

1. Le financement disponible

Le financement disponible représente le total des ressources (hors emprunts) dont dispose le syndicat pour investir, après avoir payé ses charges et remboursé ses dettes. C'est donc la CAF nette des remboursements d'emprunts à laquelle on ajoute les autres ressources d'investissement.



Le financement disponible du syndicat est négatif à compter de 2012 (-4.168 €). Il atteint son plus bas niveau de la période en 2013 à -11.563 €

Cette baisse résulte de l'effondrement de la CAF brute (-75,3%) et de l'augmentation de l'annuité de remboursement des dettes bancaires (passée de 12.459 € en 2010 à 37.280 € en 2013).

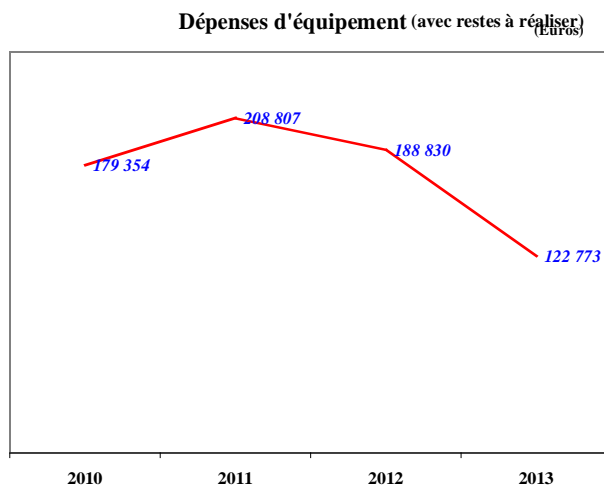
Calcul du financement disponible

	2010	2011	2012	2013
Produits réels de fonctionnement	240 001	230 822	192 322	200 753
Charges réelles de fonctionnement	149 771	160 275	172 115	178 457
CAF brute	90 230	70 547	20 207	22 296
Remboursement de dettes	12 459	20 009	24 375	37 280
CAF nette	77 771	50 538	-4 168	-14 984
Subventions reçues	12 023			2 428
Autres recettes d'investissement				993
Financement disponible	89 794	50 538	-4 168	-11 563

2. Les dépenses d'équipement

Ce sont, parmi les dépenses d'investissement, celles qui accroissent le patrimoine de la collectivité.

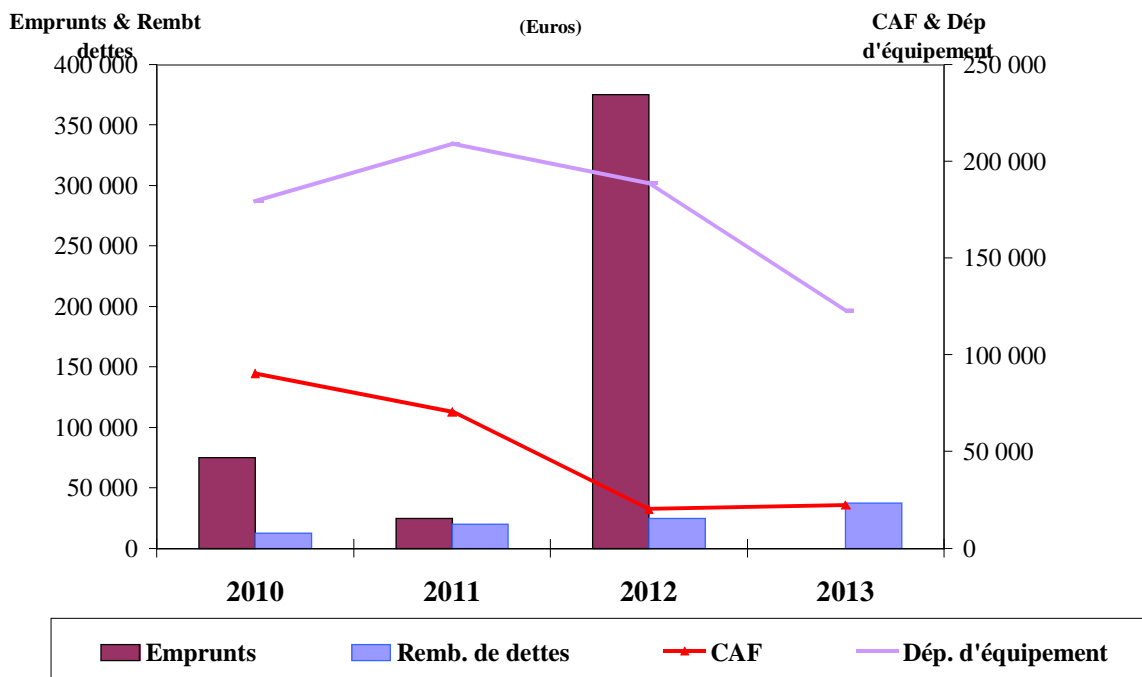
Evolution des dépenses d'équipement



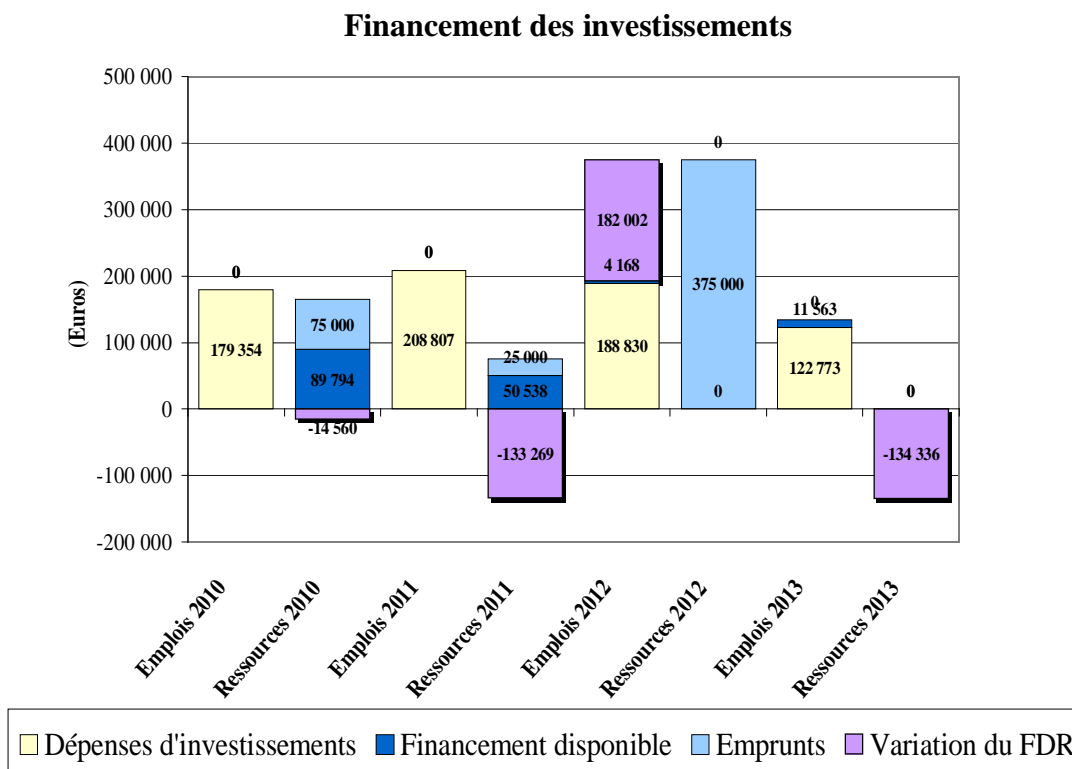
Sur la période étudiée, les dépenses d'investissement ont enregistré une baisse globale de 31,5% passant de 179.354 € en 2010 à 122.773 € en 2013.

Elles ont progressé entre 2010 et 2011 (+16,4%) pour atteindre leur plus haut niveau sur la période à 208.807 €. Depuis 2011, elles sont en diminution chaque année (-9,6% entre 2011 et 2012 puis -35% au cours du dernier exercice).

Évolution des principaux éléments financiers



3. Le financement des investissements



Sur la période 2010/2013, le financement disponible n'a jamais permis de couvrir l'intégralité des investissements réalisés.

Ainsi, en 2010 et 2011, le syndicat a eu recours à l'emprunt (pour respectivement 75.000 € et 25.000 € en 2011) mais il a également effectué des prélèvements sur son fonds de roulement (14.560 € en 2010 et 133.269 € en 2011).

En 2012, du fait d'un financement disponible négatif, le syndicat a financé l'ensemble de ses dépenses d'équipement par l'emprunt. L'emprunt souscrit (375.000 €) a aussi permis d'abonder le fonds de roulement à hauteur de 182.002 €.

En 2013, les dépenses d'équipements ont été couvertes par un prélèvement sur le fonds de roulement (134.336 €), constitué en partie par les emprunts souscrits l'année précédente.

Rubrique	2010	2011	2012	2013
CAF	90 230	70 547	20 207	22 296
Emprunts	75 000	25 000	375 000	
Autres ressources	12 023			3 421
Total ressources	177 253	95 547	395 207	25 717
Dépenses d'équipement	179 354	208 807	188 830	122 773
Remboursement de dettes	12 459	20 009	24 375	37 280
Autres dépenses				
Total emplois	191 813	228 816	213 205	160 053
Augmentation ou diminution du fonds de roulement	-14 560	-133 269	182 002	-134 336

LES ÉQUILIBRES FINANCIERS

Le fonds de roulement s'apparente à une réserve. Il permet de couvrir le décalage entre encaissement de recettes et paiement de dépenses. Le fonds de roulement constitue également une réserve dans laquelle la collectivité pourra être amenée à puiser pour financer ses dépenses d'équipement (d'où l'idée d'étudier le bilan de la collectivité de façon à déterminer si sa politique d'investissements ne se traduit pas par des déséquilibres de son bilan).

Le fonds de roulement (FDR) a enregistré une baisse globale de 62,4 % sur la période examinée passant de 137.117 € en 2010 à 51.510 € en 2013.

Suite au prélèvement effectué au cours de l'exercice, il atteint son plus bas niveau au 31 décembre 2011 (3.843 €).

En 2013, le FDR permet de couvrir 104 jours de dépenses réelles de fonctionnement contre 330 jours en 2010 et seulement 8 jours en 2011.

Les emprunts souscrits en 2012, largement supérieurs aux dépenses d'équipement engagées, ont porté le FDR à 185.846 € et permis ainsi la couverture de 389 jours de dépenses réelles de fonctionnement.

Le besoin en fonds de roulement (BFR) est égal à la différence entre l'ensemble des créances plus stocks et les dettes à court terme. Une créance constatée, non encaissée génère un besoin de financement. A l'inverse, une dette pas encore payée vient diminuer ce besoin de financement.

Le besoin en fonds de roulement a diminué de 17,6 % sur la période étudiée passant de 84.771 € à 69.862 €

Excepté en 2011 (-7.446 €), le BFR du syndicat est toujours positif au cours de la période examinée. Un BFR négatif signifie que le syndicat recouvre ses créances plus vite qu'il ne paie ses dettes. Pour une gestion saine, le besoin en fonds de roulement doit tendre vers zéro afin d'optimiser le niveau de la trésorerie.

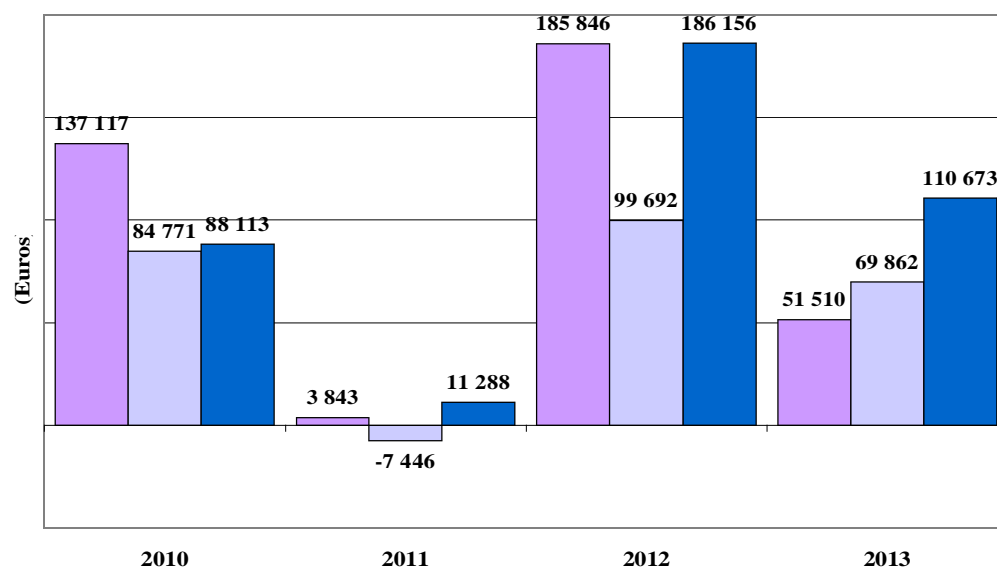
La trésorerie comprend le solde du compte au Trésor, mais également les autres disponibilités à court terme comme les valeurs mobilières de placement.

Sur la période étudiée, la trésorerie a augmenté de 25,6 % passant de 88.113 € à 110.673 € avec un point haut à 186.156 € en 2012 et un point bas à 11.288 € en 2011.

Le syndicat connaît des tensions au niveau de sa trésorerie puisque qu'au cours de la période, il a régulièrement eu recours à des lignes de crédit de trésorerie (150.000 € en 2011, 150.000 € en 2012 et 100.000 € en 2013).

Cependant, ces lignes de trésorerie ont toujours pu être remboursées au cours de l'exercice de souscription.

Variation des éléments du bilan



■ Fonds de roulement ■ Besoin en fonds de roulement ■ Trésorerie

LES MARGES DE MANOEUVRE

L'ENDETTEMENT

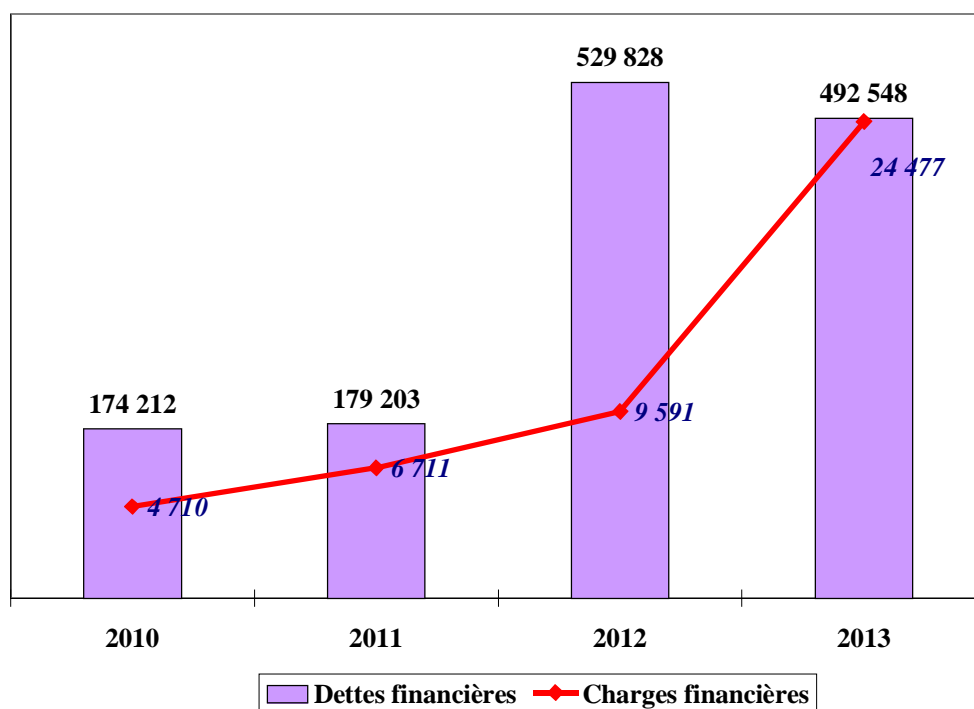
L'encours de la dette du syndicat a été multiplié par plus de 2,8 sur la période étudiée passant de 174.212 € en 2010 à 492.548 € en 2013.

Il a faiblement progressé entre 2010 et 2011 (+2,9%). La hausse la plus importante (+195,7%) a été enregistrée en 2012 suite à la souscription de trois nouveaux emprunts pour un montant total de 375.000 €

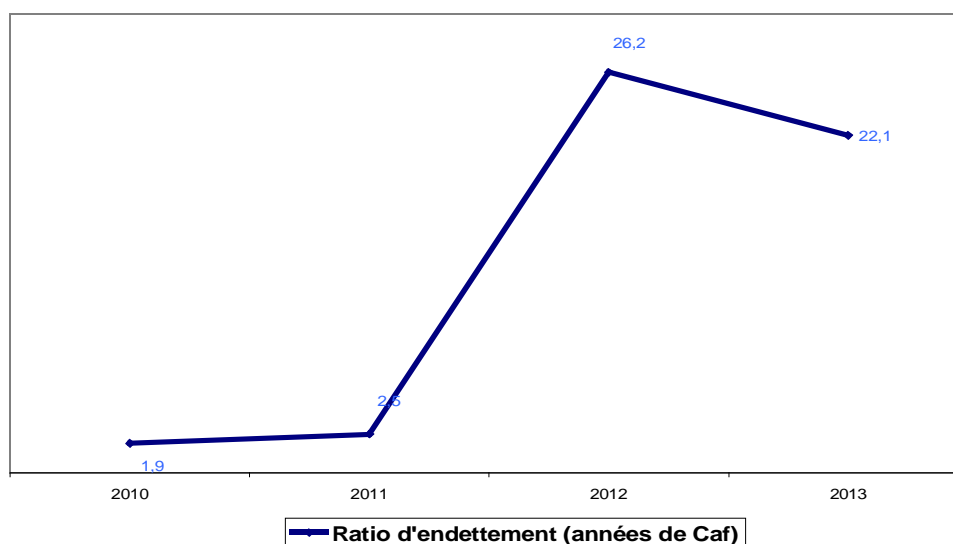
Ces emprunts ont permis de financer des travaux d'investissement et d'abonder le fonds de roulement du syndicat. Les travaux ont essentiellement porté sur la rénovation du réseau d'eau.

Au cours du dernier exercice, l'encours de dette a enregistré une baisse de 7% pour s'établir à 492.548 € au 31 décembre 2013.

Évolution de l'encours de dettes et des charges financières



Nombre d'années de CAF nécessaire au remboursement de la dette



Le graphique ci-dessus qui présente le ratio endettement/CAF indique, qu'en 2013, il faudrait au syndicat un peu plus de 22 années d'autofinancement pour rembourser l'intégralité de sa dette en y consacrant l'intégralité de sa CAF (contre un peu moins de 2 ans en 2010).

FACTEURS DE RISQUES EXTERNES

Le prêt relais de 125.000 € contracté en décembre 2012 sur une durée de 24 mois devait faire l'objet d'un remboursement intégral en janvier 2015. En 2012 et 2013, seuls des intérêts ont été remboursés. Cependant, le syndicat n'a ni la capacité financière (trésorerie), ni la possibilité budgétaire (inscription des crédits budgétaires au 1641) de procéder à ce remboursement.

Dans un premier temps, l'organisme prêteur a accepté de renégocier le prêt relais en le transformant en emprunt classique remboursable en 4 ans.

Avec cette première renégociation, les projections les plus optimistes permettent de prévoir un total de remboursement d'annuités d'emprunt de l'ordre de 60.000 € annuel, ce qui paraît, compte tenu des éléments présentés au cours de cette analyse financière, très difficile à tenir.

Une nouvelle proposition prévoyant un étalement sur 15 ans est à l'étude, ce qui pourrait permettre au syndicat de retrouver quelques marges de manœuvre.